

M. Rudy Salles  
Député, Membre de la délégation parlementaire  
française auprès de l'Assemblée parlementaire  
du Conseil de l'Europe  
Assemblée nationale  
126 rue de l'Université  
75355 Paris

Le 24 janvier 2017 à Paris

**Objet : Réponse aux allégations de corruption au sein du Conseil de l'Europe**

Monsieur le Député,

A la veille de la réunion de la Commission du Règlement, des Immunités et des Affaires institutionnelles de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui aura lieu le 25 janvier, nous attirons votre attention sur les allégations rendues publiques par l'European Stability Initiative (ESI) dans le rapport « The European Swamp (Caviar Diplomacy Part 2) – Prosecutors, corruption and the Council of Europe ».

Selon ce rapport, des membres du Conseil de l'Europe auraient exercé, pendant plusieurs années, du trafic d'influence sur les activités et les votes du Conseil de l'Europe dans le domaine de la protection des droits de l'Homme. Les faits rapportés présument notamment du transfert d'importantes sommes d'argent et d'autres faveurs destinées à de hauts responsables

Alors que ces allégations d'une extrême gravité sont de nature à porter atteinte à la réputation et à la crédibilité des membres du Conseil de l'Europe, nous attendons aujourd'hui de leur part une réponse forte.

Dans le cadre des fonctions qui sont les vôtres, nous vous demandons d'agir dans les plus brefs délais pour :

- 1) La publication d'un communiqué affirmant que la corruption n'a pas sa place au sein du Conseil de l'Europe
- 2) La mise en place d'un cadre spécial de règles d'intégrité en ligne avec les plus hauts standards internationaux pour assurer l'adhésion des membres de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe aux meilleures règles éthiques
- 3) La création d'une commission d'enquête indépendante et non partisane sur les circonstances du vote de janvier 2013 par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur les prisonniers politiques et sur l'action des membres de la délégation d'Azerbaïdjan.

Le 19 janvier dernier, Transparency international et plusieurs de ses sections européennes ont interpellé en ce sens Thorbjørn Jagland, Secrétaire général, Ioannis Kasoulides, Président du Comité des ministres et M. Pedro Agramunt Font de Mora, Président de l'Assemblée parlementaire.

Dans l'espoir de pouvoir œuvrer avec vous pour restaurer l'image et la crédibilité du Conseil de l'Europe, je vous prie d'agréer, Monsieur le Député, l'expression de ma vive considération.

Daniel Lebègue  
Président

